

## Historique du Kommando Dresden (Goehle-Werk) - K 4

La formation du camp extérieur dans la Goehle-Werk s'inscrit dans la création à Dresden de plusieurs kommandos du camp de concentration de Flossenbürg importants pour l'armement. Après l'atelier de réparation de la Reichsbahn (12 septembre 1944) et juste avant le MIAG-Werk à Zschachwitz près de Dresden (13 octobre 1944), chacun avec des détenus masculins, furent érigés deux kommandos de femmes le 9 octobre 1944. L'un dans le Goehle-Werk de Zeiss-Ikon AG, l'autre dans l'entreprise Universelle. Un autre vit le jour deux semaines plus tard dans l'usine Zeiss Ikon de Reick. La mobilisation tardive comparée des camps de concentration de détenus à Dresden repose, entre autre, sur une industrie en grande partie non compatible avec l'armement, qui pendant la guerre avait en grande partie cessé le travail et qui ainsi mettait à disposition des espaces pour des transferts d'entreprises hors de villes sans doute menacées de violents bombardements.<sup>1</sup>

Le Goehle-Werk (également orthographié « Goehlewerk » dans de nombreux actes) au nord-ouest de Dresden (Riesaer Str.32) faisait partie de la Zeiss Ikon AG, qui résultait de la fusion de plusieurs firmes, entre autre les usines photographiques de Heinrich Ernemann et de Ica AG également de Dresden et sous la direction de la fondation Carl-Zeiss. Dans les quatre usines de Dresden de même qu'à Berlin et Stuttgart, Zeiss Ikon produisait depuis l'appareil photos Contax jusqu'au projecteur de films une vaste palette de matériels optiques et d'accessoires cinématographiques. Un changement de production conditionné par la guerre en matériel d'armement comme des instruments spéciaux pour la Luftwaffe eut lieu dans toutes les usines Zeiss-Ikon ; mais dès le début la Goehle-Werk fut planifiée pour être une usine d'armement pour la fabrication de munitions et construite en 1940/1941. Ceci ne se traduisait pas que par une architecture typique de la fin des années trente, qui devait faire résister aux bombes les bâtiments industriels en béton armé munis de toutes petites fenêtres et de cages d'escaliers renforcées, mais aussi par l'embauche massive au nom du travail obligatoire de travailleurs non qualifiés, plus exactement non spécialisés, surtout des femmes, comme par exemple les juives de Dresden et des travailleuses du travail obligatoire étrangères, et enfin de déportées du camp de concentration de Flossenbürg. Dans la Goehle-Werk on fabriqua entre autres des bombes à retardement, des obus incendiaires pour le 12,8 cm- Flak et le 8,8 cm –Flak, des détonateurs de bombes.<sup>2</sup> Les productions répondaient à des ordres de très haute priorité et furent assumées en partie par le programme Flak du programme des avions de chasse – peut-être une condition pour l'affectation de déportés.

D'après un document du bureau des salaires de Zeiss Ikon, 200 « travailleuses de camp de concentration » furent attribuées, le 18 octobre 1944, à la Goehle-Werk, le 28 octobre 1944, 300 autres ; et on en espéra encore 200. Les femmes eurent non seulement des matricules réservés dans le registre des travailleurs de l'usine, mais aussi des cartes Hollerith de salaire, avec un cachet imprimé « travailleuse de camp de concentration » accompagné du numéro matricule de la déportée, à défaut de nom.<sup>3</sup>

Dans un premier temps, la firme réglait d'autres éventualités comme la garde et la déduction de séjours à l'hôpital ainsi que la déclaration de tentatives d'évasion. Le jour de la première affectation de déportés fut indiqué – sûrement par erreur - comme étant le 18 octobre 1944. Pourtant le registre de comptabilité de la cuisine de Goehle-Werk mentionne en octobre 1944 pour « le camp de travail 453 » (c'est la désignation interne à l'usine pour les registres de comptes) des prélèvements et des débits « d'alimentation de déportés du 8 au 31 octobre 44 ».

Cette date est confirmée, tout comme les données chiffrées ultérieures du protocole, par les registres de matricules des déportés du camp de concentration de Flossenbürg.<sup>4</sup> Il y est consigné un convoi de 200 femmes en provenance de Ravensbrück sur « Dresden Zeiss Ikon » en date du 9 octobre 1944 ; à part deux Françaises, le transfert ne concernait que des Russes et des Polonaises. On ignore d'après quels critères elles avaient été choisies. Pour le 24 octobre 1944, les registres de matricules font état d'un convoi de 300 femmes venant d'Auschwitz.

A l'exception de quelques déportées allemandes, italiennes et yougoslaves, il s'agissait encore de femmes russes et polonaises, pour la plupart déportées politiques ou de « travailleuses civiles ». Un dernier convoi de 197 femmes venant de Ravensbrück est prouvé le 14 décembre 1944 ; on y trouve, en plus des Russes et des Polonaises, de nombreuses déportées allemandes et françaises, auxquelles il faut ajouter quelques Luxembourgeoises, Italiennes, Tchèques et même une Égyptienne.

Tous les témoignages affirment que l'alimentation fournie par l'usine était très insuffisante. Une comparaison des dépenses de cuisine de l'usine pour le mois de décembre 1944 avec les justificatifs correspondants de fournitures traduit une ration d'environ une livre de pain par jour et par déporté, en supposant que les quantités décomptées aient bien été distribuées aux femmes.

On peut indirectement tirer des conclusions sur les conditions de vie extrêmement difficiles pour les femmes dans la Goehle-Werk. Ainsi dans les registres de matricules tout comme dans les rapports de la Kommandantur à Flossenbürg sont consignées continuellement des tentatives d'évasion, qui du moins après la grande attaque de février 1945 avaient des chances de réussir.<sup>5</sup> Dès le 24 octobre 1944, deux Russes tentèrent de fuir, au moins l'une d'entre elles fut cependant reprise et envoyée le 6 décembre 1944 à Ravensbrück. Quelques autres tentatives isolées, la dernière le 5 avril 1945, expriment l'intensité de la douleur des femmes. L'arrivée de deux soignantes du kommando de Neurohau en novembre 1944 fait aussi penser que la santé des femmes était déficiente. La mobilisation pour le travail des déportées ne joue pas un grand rôle dans leurs témoignages ; son ampleur se révèle dans les demandes du service d'embauche de la Kommandantur de Flossenbürg.<sup>6</sup> A partir du 9 octobre 1944, on décompta 190 ouvrières non spécialisées, tandis qu'à partir du 30 octobre 1944, on en ajouta 492, et 679 à partir du 11 décembre 1944. En raison des attaques aériennes les 13 et 14 février 1945, aucune ou très peu de femmes travaillèrent à la journée entre les 14 et 20 février. La dernière répartition du travail du 13 avril 1945 fait mention d'un total de 684 déportées. Il y eut quelques transferts en provenance de Neurohau, ainsi que des renvois de quelques femmes à Ravensbrück, et entre autres un transfert de cinq femmes au kommando de Chemnitz pour les Astra-Werke le 12 février 1945.<sup>7</sup>

La surveillance était assurée, d'après les témoignages des déportées, par des gardiennes (de la SS), qui étaient armées de matraques en caoutchouc et n'hésitaient pas à frapper.

Le 25 octobre 1944, la Kommandantur de Flossenbürg envoya à la gardienne en chef Gertrud Schäfer des autorisations pour 17 gardiennes. Un relevé non daté fait état de 22 gardiennes pour Goehle-Werk, qui toutes venaient d'un stage de formation à Hölleischen.<sup>8</sup> Toutes les femmes étaient originaires de Dresden et des environs, ce qui laisse penser qu'elles avaient toutes déjà été employées chez Zeiss Ikon. La gardienne en chef à la Goehle-Werk fut jusqu'en février 1945 Gertrud Schäfer, lui succéda la gardienne de Hueber décrite par la plupart des déportées comme dure et cruelle. Les femmes étaient logées à l'usine, les postes de travail se trouvaient un ou deux étages plus bas.

Pendant les bombardements du 14 février 1945, les femmes étaient enfermées dans leur hébergement. Quelques-unes profitèrent du chaos qui suivit l'attaque pour fuir. La belle-sœur de l'une d'elles, qui avait réussi son évasion, fut rendue sourde d'une oreille à force de coups et retenue une semaine en détention dans le bunker.

Deux décès sont enregistrés pour le mois de novembre 1944, un autre plus tardif, « traitement spécial » d'une déportée russe au camp principal de Flossenbürg, en janvier 1945.

« L'évacuation » du camp eut lieu à la mi-avril 1945 par train et à pied le long de l'Elbe. Le but était Leitmeritz. Bien avant d'y arriver, les déportées furent libérées, beaucoup avaient fui.

Au « procès de la Goehle-Werk » en janvier 1949, dix accusés, parmi lesquels Nitsche, le directeur adjoint, ainsi que plusieurs contremaîtres et des gardiennes SS furent condamnés à une peine d'emprisonnement allant de un à huit ans. Le ministère public de Ludwigsburg

clôtura ses enquêtes vingt ans plus tard et conclut qu'aucun homicide de déportée n'était prouvé. L'ancienne Goehle-Werk fut jusque dans les années qui suivirent la fin de la RDA le siège de l'édition saxonne et d'autres entreprises d'édition et d'impression ; après restauration, elle est aujourd'hui utilisée comme local industriel.

---

<sup>1</sup> Alexander Fischer, Ideologie und Sachzwang, Kriegswirtschaft und – Ausländereinsatz – im südostsächsischen Elbtalgebiet, in: Sächsisches Staatsministerium des Innern (Hrsg.), Fremd – und Zwangsarbeiter in Sachsen 1939-1945, Halle/Saale 2002, S.12-26, hier : S.13 f.

<sup>2</sup> Kriegsauftrag Kolben mit Uhrwerk SS 563-1- 5115, in: Sächs. HStA Dresden, 11722, Ernemann-Werke AG/ Zeiss Ikon AG Dresden, Nr 424.

<sup>3</sup> Ebenda, Nr 319 Werksküchen.

<sup>4</sup> NARA, RG 338, 290/13/22/3, 000-50-46, Box 537 (Mikrofilm-Kopie in : AGFI)

<sup>5</sup> Fluchtmeldungen vom 29.10.1944 bzw. für den 3.3 und 7.3.1945 in: CEGESOMA, Mikrofilm 14368.

<sup>6</sup> Forderungsnachweis für Oktober 1944, in: BArch Berlin, NS 4/FL 393, Bd. 2. Abgerechnet wurden nur die tatsächlich zur Arbeit eingesetzten Häftlinge.

<sup>7</sup> Überstellungen, in: CEGESOMA, Mikrofilm 14368.

<sup>8</sup> BArch Berlin, NS 4/FL 10.

### **Littérature**

Victor Klemperer, "Ich will Zeugnis ablegen bis zum letzten" Tagebücher 1933 – 1945. Berlin 1995.

Henny Brenner, « Das Lied ist aus » - Ein jüdisches Schicksal in Dresden, Zürich/München 2001.

Hans Brenner, "KZ Zwangsarbeit während der NS-Zeit im Dresdner Raum", in: 4. Kolloquium zur dreibändigen Dresdner Stadtgeschichte 2006 vom 18.März 2000, hrsg. von der Landeshauptstadt Dresden, S. 53 – 62.

Reinhardt Balzk, " Zwangsarbeiter in Dresden" hrsg. von der PDS-Fraktion im Dresdner Stadtrat, September 2001 (<http://www.pds-dresden.de/doku/zwangsarbeiter.pdf>, 8 Seiten, letzter Zugriff 18.01.06)

Ulrich Fritz

Extrait de l'ouvrage de Wolfgang Benz et Barbara Distel « Der Ort des Terrors » p.82, 83, 84, 85.

Traduit de l'allemand par Nadine Goujon le 3 décembre 2014.